

# Embellie économique : Hollande, Macron... à qui vont les lauriers ?



Emmanuel Macron et François Hollande, lors de la passation de pouvoir le 14 mai (Eric FEFERBERG / AFP)

**"Ça va mieux" : c'est désormais certain, notamment pour les créations d'emplois. Mais Macron n'y est pour rien, et Hollande pour pas grand-chose. Le phénomène est international.**

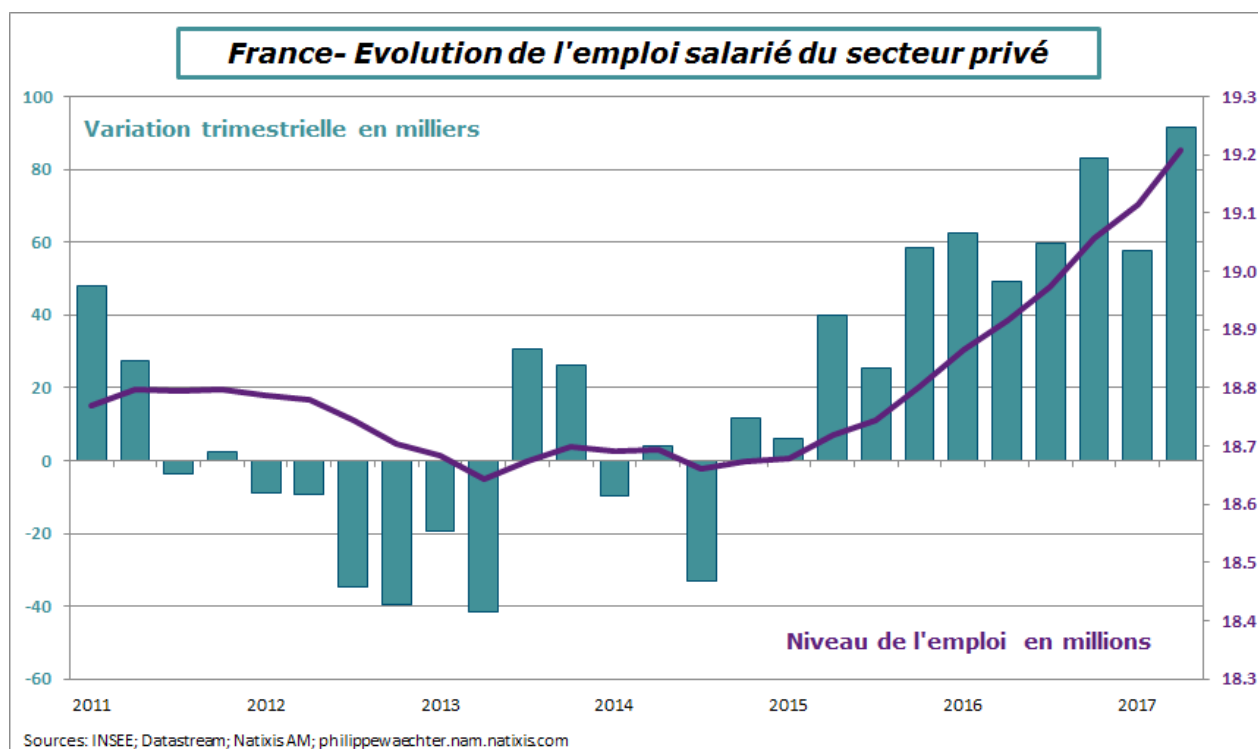
Créations d'emplois en hausse, légère baisse du chômage, reprise de la croissance... La France va mieux, mais à qui doivent aller les lauriers ? La question déchire cette semaine le petit monde macrono-hollandais dans une joute parfaitement ridicule. Car à la vérité, ni François Hollande ni Emmanuel Macron ne sont responsables d'un retournement constaté dans presque tous les pays frappés par la crise de 2008. Reprenons point par point, graphiques à l'appui.

## **1 La France va-t-elle vraiment mieux ? Oui**

Quelques chiffres pour s'en convaincre.

- **La croissance s'oriente bien** et devrait dépasser 1,7% cette année, plus que les prévisions. La bonne surprise vient surtout du redressement du commerce international.
- **Le marché du travail français s'est réveillé.** Dans le secteur privé, 91.700 emplois ont été

créés au deuxième trimestre après 57.700 au premier trimestre. Sur un an, ce sont 291.900 emplois nouveaux qui ont été créés.



- **Le taux de chômage en France**, qui reste massif, est passé de 10,5% à 9,5% en deux ans : il a retrouvé son niveau de 2012. C'est assez lent, compte tenu du dynamisme des créations d'emplois, mais après des années de hausse et de stagnation, c'est encourageant.

## 2 Grâce à Macron ? Non

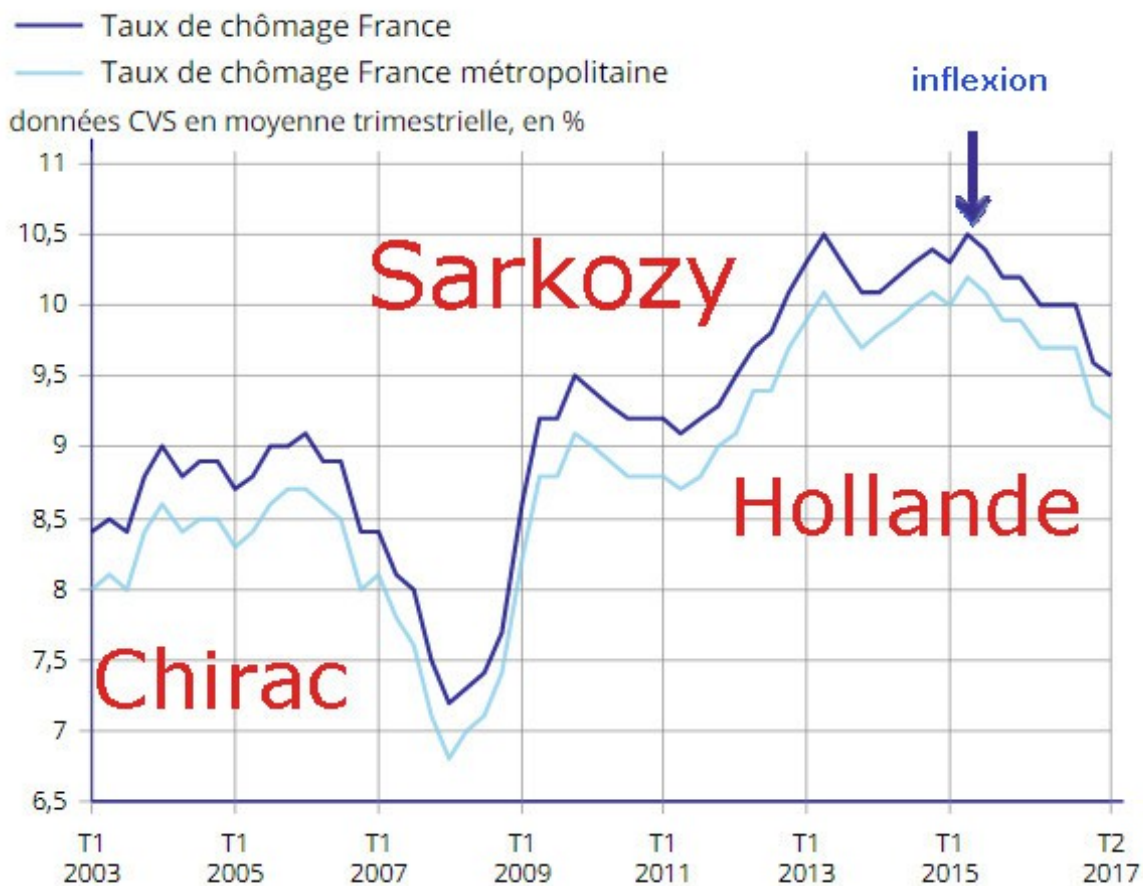
Selon les fans d'Emmanuel Macron et d'Edouard Philippe, l'élection de ce dernier aurait créé un "choc" de confiance chez les chefs d'entreprise qui se seraient remis à investir et à créer des emplois. "Oui, la France redémarre", a fièrement tweeté dimanche le ministre de l'[Economie](#), Bruno Le Maire.

Merci, votre inscription a bien été prise en compte.

"C'est stupide", a répondu lundi, interrogé par "le Journal du Dimanche" l'ancien secrétaire d'Etat chargé du Budget, Christian Eckert. "Ce n'est pas une poignée de main avec un président étranger ou un costume d'aviateur qui vont subitement profiter à la croissance." On ne peut pas lui donner tort. Investir, cela prend un peu de temps : même si les entreprises avaient décidé d'investir après la victoire d'Emmanuel Macron, les effets ne s'en ressentiraient pas encore.

Ce que l'on constate clairement, en revanche, c'est que les courbes ont commencé à se redresser bien avant l'élection présidentielle.

Les créations d'emplois sont reparties en 2015. Le chômage s'est infléchi à partir de mi-2015. Trop tard pour François Hollande. De mois en mois, on constate depuis lors soit des paliers, soit des baisses.



Source : Insee

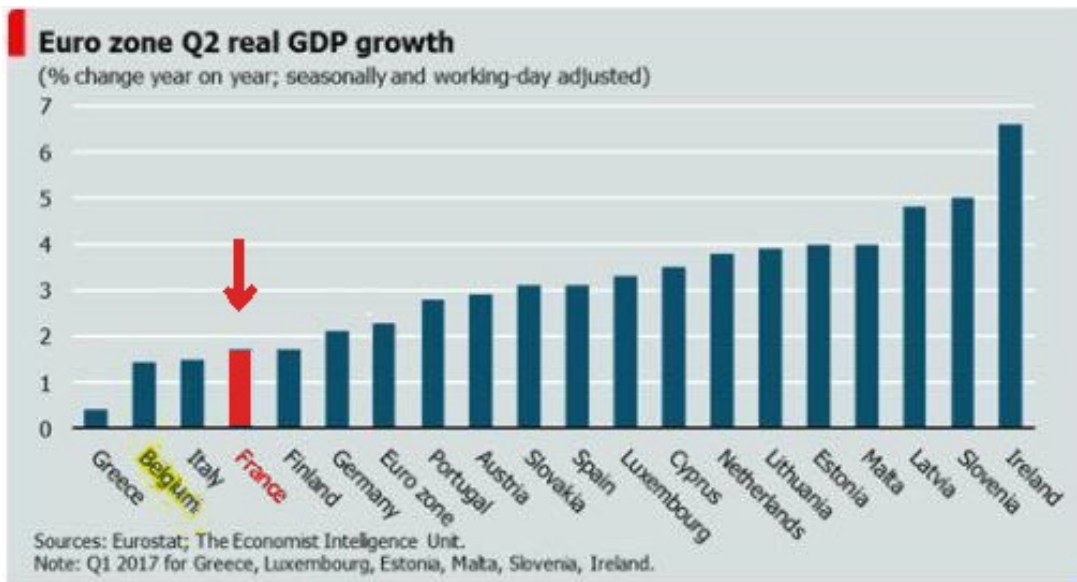
[Emmanuel Macron](#) n'a donc pas encore de quoi pavoiser. En fait, il risque même de freiner la reprise par certaines mesures. Par exemple, il entend augmenter la CSG dès le 1er janvier 2018, mais il réduira les cotisations salariales en deux temps. Ce décalage pèsera sur le pouvoir d'achat, qui ne décolle pourtant pas vraiment, malgré l'embellie sur la croissance et l'emploi.

### Évolution du revenu disponible brut et du pouvoir d'achat jusqu'au premier trimestre 2017

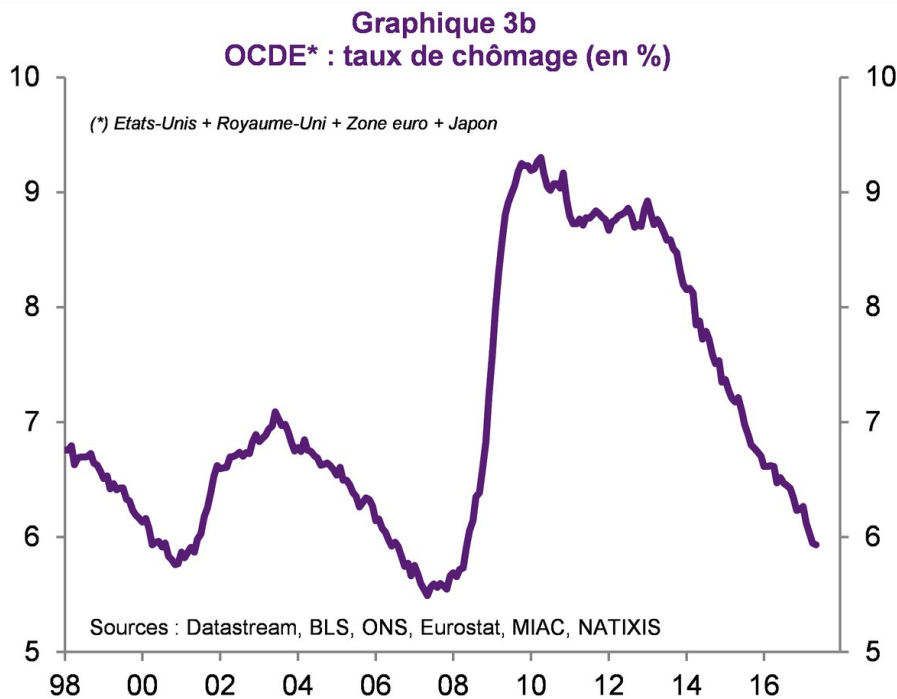


### 3 Grâce à Hollande ? En partie seulement

La [croissance](#) est répartie un peu partout en Europe, et la France n'est pas le pays le plus dynamique, loin de là, comme en témoigne ce tableau (deuxième trimestre 2017).



De même, le chômage a reflué dans la plupart des pays de l'OCDE. En moyenne, la décrue a commencé dès 2013, soit deux ans avant la France.



La seule chose dont peut se targuer François Hollande, c'est d'avoir redressé, à partir de mi-2013, le taux de marge des entreprises : elles sont plus rentables, notamment grâce au crédit d'impôt pour la compétitivité (CICE), à la prime à l'embauche pour les PME et aux mesures du Pacte de responsabilité.

## Taux de marge des entreprises en France

Sociétés non financières, comptes nationaux trimestriels CVS-CJO.



Source: Insee

FACTA

Sans ces différentes aides aux entreprises, on aurait créé "deux fois moins d'emplois" que ce qui a été constaté en 2016, selon l'OFCE.

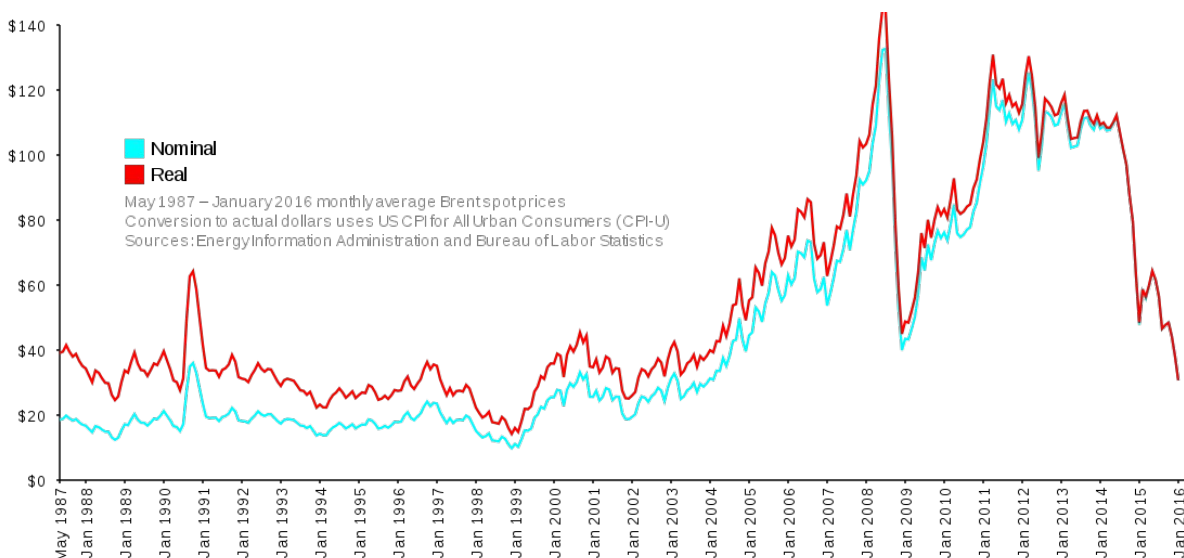
Le rétablissement du taux de marge devait en principe profiter également au financement d'investissements. Ce n'est pas encore probant (au deuxième trimestre, il n'a augmenté que de 0,5 point, contre 1,7% au premier trimestre) mais les anticipations des entreprises sont encourageantes. Coe-Rexecode, un organisme de conjoncture proche du patronat, mise sur une hausse de 4,1% des investissements en 2016.

### 4 A qui les lauriers ?

S'il y a deux couronnes de lauriers à poser quelque part, elles doivent l'être d'une part sur un baril de brut et d'autre part sur la tête de Mario Draghi, le président de la Banque centrale européenne.

La conjoncture s'est en effet principalement retournée grâce à deux facteurs.

- **La faiblesse des taux d'intérêts, qui a attisé les emprunts, donc la consommation et l'investissement (immobilier, notamment).** Les Banques centrales ont joué leur rôle, allant jusqu'à recourir à des instruments non orthodoxes, comme le *quantitative easing*.
- **La chute des prix du pétrole** à partir de 2015, qui a profité aux entreprises et donné de l'oxygène aux consommateurs.



La simple baisse des prix du brut et des matières premières a apporté autant d'oxygène aux entreprises que toutes les mesures engagées par [François Hollande](#). Mais à la différence de ces dernières, qui ont bien dû être financées, cette baisse ne coûte rien au contribuable.

Verdict ? [Selon Patrick Artus](#), économiste chez Natixis, "60% de l'amélioration est due à la conjoncture mondiale, 20% à la BCE et 20% à Hollande".

**Pascal Riché**